

intime de ce dernier avec les monopoleurs ne signifie pas leur expropriation progressive au profit d'un soi-disant capitalisme d'Etat collectif, mais au contraire la soumission totale de l'Etat au groupe numériquement infime des monopoleurs. Entre l'étatisation partielle la plus étendue et l'étatisation totale protégée par la loi (et par l'Etat par conséquent) la différence n'est pas quantitative mais qualitative. Le passage de l'une à l'autre ne signifie réforme, mais révolution. C'est dans ce sens que notre mouvement a admis que l'étatisation de tous les moyens de production, des transports et d'échange (y compris du commerce extérieur) constitue les assises sociales du pouvoir prolétarien. Pour réaliser cette étatisation dans un Etat capitaliste, nous avons admis la nécessité soit d'une révolution prolétarienne véritable, soit d'une intervention militaro-bureaucratique de la bureaucratie soviétique dans les territoires qu'elle occupe et qu'elle veut garder sous son contrôle.

Jusqu'ici nous^{n'} avons parlé que de la structure générale de la société donnée caractérisée par ses rapports de classe, ses rapports de propriété.

Le pouvoir politique, l'Etat, est l'organe d'une société donnée. Dans la société bourgeoise, en fonction des rapports de propriété, le pouvoir politique a maintes fois changé de forme, passant aux mains de telle ou telle couche sociale, ou de telle ou telle caste bureaucratique, sans que les assises sociales soient modifiées. Ceci parce que l'Etat restait toujours le commis de la classe possédante, même dans ses formes extrêmes de bonapartisme à la Kerensky ou à la Cardenas, même sous le régime de la bureaucratie fasciste, c'est-à-dire même quand le rapport de forces entre le prolétariat et la bourgeoisie obligeait cette dernière à laisser la machine étatique à un groupe d'hommes qui avaient acquis une grande indépendance par rapport à elle et l'avaient en partie exproprié politiquement.

Une classe peut diriger directement ou indirectement la machine étatique, peut même par moment être plus ou moins écartée du gouvernement, sans que les rapports de propriété en souffrent directement et soient modifiés.

Dans le cas de la société soviétique dans un pays isolé et arriéré, c'est-à-dire là où les rapports de propriété sont caractérisés par l'étatisation générale de tous les moyens de production, des transports et des échanges, notre mouvement a admis la possibilité, en même en partie l'inévitabilité d'une expropriation politique partielle, et même totale, du prolétariat au pouvoir. Le pouvoir est passé dans les mains d'une bureaucratie sortie des rangs prolétariens, qui défend par ses propres méthodes les assises sociales établies par la révolution (ou par son intervention bureaucratique-militaire). Le pouvoir politique de la bureaucratie est prolétarien, non pas à cause de la structure de l'Etat (de l'Etat-appareil, de l'Etat-machine politique), mais à cause des rapports de propriété de la société que la bureaucratie gère, et à cause de sa fonction, qui consiste à défendre (à sa manière bien sûr) les assises sociales.

Si on examine l'appareil étatique en soi de la bureaucratie soviétique, nul doute que cet appareil, par sa composition et sa structure est beaucoup plus proche d'un appareil étatique bourgeois, et même fasciste, que d'un appareil étatique prolétarien. Trotsky a envisagé que dans le cas où un parti bourgeois renverserait en URSS la caste soviétique dirigeante, l'épuration des services de l'Etat qui s'imposerait alors, "aurait vraisemblablement moins de monde à jeter dehors qu'un parti révolutionnaire". ("La Révolution Trahie", p. 285).